

Conseil de Communauté
du 15 novembre 2018

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	Aménagement de l'espace - Plan Local d'Urbanisme de Mayenne Communauté – Projet d'Aménagement et de Développement Durable – Mise en débat
2	Finances – Attributions de compensation définitives de 2018 à verser aux Communes - Attributions de compensation prévisionnelles de 2019 à verser aux Communes
3	Finances - Transfert de l'exploitation des piscines de Mayenne – procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit au 1er janvier 2018
4	Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
5	Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
6	Finances – Budget annexe SPANC – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
7	Finances – Budget annexe du SPANC – Exercice 2018 – Décision modificative n°1
8	Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°4
9	Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Parc Normandie Maine
10	Aménagement du territoire – PLU de la commune de MARTIGNE-SUR-MAYENNE- Instauration du permis de démolir et obligation de dépôt de déclaration préalable pour l'édification des clôtures
11	Gens du Voyage - Demande de financement antenne mobile AMAV
12	Economie – Tourisme – Camping du Gué Saint Léonard - Tarifs 2019
13	DRHM - Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2017
14	Pôle Santé – Baux professionnels LMA
15	Contrat Local de Santé N°2 - action en faveur de la qualité de l'air intérieur avec le CPIE

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Département	Convention relative à la mise à disposition de données issues des fichiers fonciers /
-------------	---

Extrait du Registre des Délibérations

DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 15 novembre 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	52
Contre :	0
Pour :	52
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1er Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2ème Vice-Président*, M. MOLL, *3ème Vice-Président*, Mme MORIN, *4ème Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5ème Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6ème Vice-Président*, M. RAILLARD, *7ème Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8ème Vice-Président*, M. BORDELET, *10ème Vice-Président*, M. COISNON, *11ème Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, BEAUJARD, Mme BELLON, MM. LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes SOULARD, THELIER, BODINIER, BAR, COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mmes PELE, OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BOURGUIN donne pouvoir à M. ANGOT
M. SONNET donne pouvoir à Mme BODINIER
Mme LANCIEN donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. LESAIN donne pouvoir à Mme BELLON
Mme BEUNEUX donne pouvoir à M. PAILLASSE
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE

Excusés :

MM. HEURTEBIZE, NEVEU, DOYEN, Mme MONSIMIER, MM. REBOURS, MORIN

M. COULON a été désigné secrétaire.

M. le Président présente ses condoléances à Mme MORIN, Mme LANCIEN et M. NEVEU qui ont perdu un proche.

1 - Aménagement de l'espace - Plan Local d'Urbanisme de Mayenne Communauté - Projet d'Aménagement et de Développement Durable - Mise en débat

M. VALPREMIT expose :

L'objectif du Plan Local d'Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal est un document stratégique qui traduit le projet politique d'aménagement et de développement du territoire de MAYENNE COMMUNAUTE. Élaboré pour une durée de 10 à 15 ans, ce document sera l'outil permettant à l'action publique de répondre aux besoins liés à l'attractivité du territoire, notamment en termes d'équipements publics, d'habitat, de déplacements et d'emplois.

Il permettra de disposer d'un document unifié en adéquation avec les réalités économiques, environnementales et sociales actuelles. Dans la logique directe du Schéma de Cohérence Territoriale actuellement en phase d'enquête publique, il permettra de répondre également aux obligations d'intégrer le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, etc...

Plus concrètement, il définit les règles qui encadreront les futurs permis de construire et le paysage de demain et notamment la localisation, les formes et l'insertion des constructions dans l'environnement.

Le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) du PLUi

Il constitue le projet politique des élus de Mayenne Communauté dans les domaines de l'aménagement de leur territoire en déclinaison du SCOT de ce même territoire.

A partir également des objectifs rappelés ci-dessus, des enseignements du diagnostic et des échanges et enrichissements issus des réunions de travail et de concertation, il affirme les grands choix stratégiques à l'horizon de 2030 environ.

L'élaboration du PLUi étant consécutive des travaux du SCOT, voire même en partie simultanée avec lui, l'inscription des grands objectifs de ce document s'inscrit dans une logique de cohérence et dans le respect du principe de subsidiarité.

Son contenu est encadré par l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme qui indique :

« le projet d'Aménagement et de Développement Durables définit :

- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques
- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'EPCI.

Il fixe les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. »

Le PADD est aussi un cadre de cohérence interne au PLUi. En effet, les outils réglementaires du PLUi que l'on nomme Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ; règlement et zonage doivent être définis de façon à permettre la mise en œuvre des objectifs du PADD. Leur élaboration a démarré parallèlement dans le cadre d'un travail collaboratif entre MC et les communes appuyée par l'expertise du cabinet CODRA et des services internes de la Communauté de Communes.

Le débat du PADD

Conformément à l'article L 153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L 151-5 au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

La présente communication doit permettre à l'ensemble des conseillers communaux et communautaires de prendre connaissance et de débattre des orientations générales proposées pour le territoire au regard des enjeux issus du diagnostic et de l'état initial de l'environnement ainsi que des objectifs fixés dans la délibération de lancement. A ce stade, en revanche ce débat ne vaut pas arrêt du projet du PADD mais servira de socle ; de ligne directrice pour l'élaboration de l'ensemble des futurs outils réglementaires.

Parallèlement à la présentation en bureau du 9 octobre et des 1ers échanges, Mayenne Communauté a transmis aux communes le projet de PADD (Version du 4 octobre 2018) ainsi qu'un support de présentation

afin qu'elles organisent leur débat.

Des réunions publiques se sont tenues les 9, 10 et 15 octobre respectivement à Lassay-les-Châteaux, Mayenne et Martigné-sur-Mayenne

Une présentation a été faite aux Personnes Publiques Associées le 25 octobre.

Le contenu du PADD du PLUI

Il affirme et décline à son échelle et dans ses domaines de compétence, les 3 grandes ambitions du SCOT pour le développement de l'ensemble des communes du territoire dans le respect de leur diversité et authenticité :

- Affirmer une identité de « territoire de qualité » autour du 2^{ème} pôle économique du département
- Résoudre les déséquilibres actuels du territoire
- Promouvoir un partenariat positif entre territoires complémentaires.

Sur la base de ces trois ambitions fortes, le PADD du PLUI de Mayenne Communauté se décline en totale cohérence avec l'armature du SCOT en 3 grands volets eux-mêmes décomposés en 10 axes d'aménagement du territoire :

I- ATTRACTIVITÉ et DYNAMIQUE ÉCONOMIQUES

II- ATTRACTIVITÉ RÉSIDENTIELLE et SERVICES AUX HABITANTS

III- QUALITÉ DU CADRE DE VIE et EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Les axes du PADD s'inscrivent dans un texte illustré d'un schéma de synthèse.

D'ores et déjà, les débats ont eu lieu dans 9 communes :

- **4 n'ont pas fait l'objet d'observations : Alexain, Grazay, Martigné-sur-Mayenne et St Faimbault-de-Prières**
- **Le Conseil Municipal du Housseau-Brétignolles « s'interroge sur l'avenir et la place du monde rural avec ses particularités dans ce projet »**
- **Le Conseil Municipal de Saint Julien du Terroux : « dommage que les espaces communaux soient « bridés »**
- **Le Conseil Municipal de Lassay-Les-Châteaux formule des interrogations et inquiétudes sur les outils mis en place pour renforcer le pôle économique de Lassay et sur le bon fonctionnement de la fibre.**
- **Des échanges plus longs ont eu lieu à Moulay et Jublains et sont joints en annexe.**

M. BRODIN : La position de la CDPENAF est dure, car les anciens sièges d'exploitations pourraient être davantage densifiés. Ces critères sont Mayennais, ce ne sont pas les mêmes dans les autres départements. On fait un effort pour le maintien de l'agriculture, mais il faudrait une souplesse pour que les anciens sièges d'exploitations soient repris pour de l'habitat ou de l'économie.

M. TRANCHEVENT : A Jublains aussi les critères ont été discutés, notamment au niveau de l'impossibilité de passer de 3 à 4 habitations dans les hameaux. Nous avons 4 à 5 situations qui sont pénalisantes et c'est regrettable. L'agrandissement des exploitations menace le bocage. La question de la protection raisonnée nous invite à une vraie réflexion, notamment au niveau de la réglementation.

M. BRODIN : Je ne comprends pas la position de la CDPENAF sur l'impossibilité de passer de 3 à 4 habitations dans les hameaux.

M. DELAHAYE : Je partage l'avis sur les critères de la CDPENAF. Par ailleurs, je suis confiant quant à la nouvelle formulation sur les points de collecte.

M. FORET : La question des stécal est-elle toujours d'actualité ? Concernant les routes, la RD34 va être améliorée ; c'est important de pouvoir améliorer les déplacements.

M. BORDELET : A Moulay, concernant l'affichage du barreau Sud – Ouest du contournement de Mayenne, cela a été un « non » catégorique. On fait l'éloge de la trame bleue et il faudrait 2 ponts pour la réalisation de ce barreau en arrivant dans une vallée classée (La Mayenne). On espère encore à Moulay ne pas être enclavés, et coincés entre des routes. Il y a avant d'autres priorités, comme la sécurisation des 3 carrefours situés sur la RN162 (entre Mayenne et Martigné). Pourquoi n'avoir pas pris en compte les mêmes travaux sur la RN12 au-delà de Mayenne qu'entre Mayenne et Martigné ?

M. DELAHAYE : Les 3 carrefours sur la RN162 sont sur Commer, des exploitants ont des terres de chacun des côtés de la RN. Il regrette par ailleurs que le RD 508 ne figure pas dans le PADD.

M. SOUTIF : Il y a une étude en cours sur la RN12 au-delà de Mayenne.

M. BOISSEAU : Sur le contournement Ouest, l'avenir est sur le désenclavement. Il faut trouver le fuseau le moins impactant. Il est important de l'inscrire pour l'avenir de Mayenne.

M. BORDELET : Il faudrait m'expliquer pour quoi faire.

M. CHOUZY : Serait-il possible d'étendre le réseau de transport collectif de Mayenne aux communes proches ?

M. LE SCORNET : On aurait intérêt à améliorer les navettes entre Laval – Mayenne, il faut être davantage engagés, volontaires. Le territoire de MC est un territoire qui a le mieux résisté à la crise industrielle (voir l'article des Echos de cette semaine). C'est une fierté, mais aussi une responsabilité des élus locaux d'accompagner les chefs d'entreprises. La question de l'attractivité est importante. Le PADD répond à ces ambitions.

M. BOITTIN : N'oublions pas la ruralité. Il y a des maillages nécessaires à faire. Le paysage va changer.

M. COISNON : Les élus s'inquiètent du maintien de la ruralité : les routes, les services...

M. GARNIER : Est-ce que le PADD peut intervenir sur les fermetures d'écoles ?

M. COULON : Les zones à urbaniser ont été réduites, ce qui limite notre offre en terrain à bâtir

M. SABRAN : C'est regrettable de ne pas pouvoir mettre des panneaux photovoltaïques sur les mauvaises terres ayant un mauvais rendement.

M. MOLL : J'ai rencontré un représentant des carrières de M. Baglione. Le Préfet va délivrer des autorisations d'exploitation en décembre. Les carriers craignent que les bacs à boues soient classés en zones humides du fait de la végétation. Il ne faudrait pas qu'ils soient classés pour ne pas bloquer l'activité et les futures exploitations.

M. LANDEMAINE : La zone de Guelaintin, avant l'exploitation de la carrière, était une des plus belles tourbières de la région.

M. RAILLARD : Nous avons une inquiétude sur le report du règlement du SPR qui est actuellement très pénalisant pour le développement de Lassay-Les-Châteaux

M. VALPREMIT apporte une réponse synthétique aux points abordés lors du débat :

- La refonte complète du règlement des SPR (ex ZPPAUP) va prendre beaucoup temps, on ne pouvait pas le faire simultanément au PLUi. C'est un vrai sujet. Vu la complexité des SPR, on laissera cela à nos successeurs.
- Le classement ou pas des bacs à boues des carrières en zones humides est à étudier
- Les panneaux photovoltaïques seront autorisés au niveau des carrières et du centre d'enfouissement (un projet est prévu sur 25 ha) ainsi que sur les terres impropres à l'agriculture. Cela peut être difficile de définir quelles sont les terres ayant un bon ou mauvais rendement pour autoriser la pose de panneaux.

- Au niveau des routes : on affirme notre souhait de voir se réaliser le barreau nord du contournement de Mayenne et la 2*2 voies au niveau de Martigné. On exprime un souhait mais nous ne pouvons pas définir des emplacements réservés puisque nous ne sommes pas gestionnaires de ce réseau routier. Sur le contournement complet de Mayenne, on voit bien que le barreau Sud - Ouest fait plus débat.
- La question du point de collecte à Commer a recueilli 180 remarques dans l'enquête publique. Ce sujet figure dans le rapport du commissaire-enquêteur du SCOT et la collectivité devra donc s'exprimer sur ce point au moment de l'approbation définitive.
- Les difficultés sur le devenir de la ruralité. Au niveau des écoles, il faudrait se structurer ensemble (une rencontre est prévue avec le rectorat en décembre).
- On a une CDPENAF qui a les plus durs critères de l'ouest. Nous avons des représentants via l'association des maires et via le département pour pouvoir intervenir. Nous avons un enjeu sur la transmission des exploitations ; il faut voir comment on se saisit de ce sujet et quels sont les moyens à investir. Concernant le critère limitatif de création d'hameaux de 4 habitations, nous avons une responsabilité sur le zonage : il est difficile de laisser croire aux propriétaires lors du PLUi que les bâtiments pourront changer de destination, alors que la CDPENAF mettra ensuite un avis défavorable aux permis de construire. Il faut faire attention à ne pas créer de conflits. On a un vrai enjeu autour de la ruralité.

Le Conseil de Communauté a débattu sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de Mayenne Communauté.

2 - Finances – Attributions de compensation définitives de 2018 à verser aux Communes - Attributions de compensation prévisionnelles de 2019 à verser aux Communes

M. SOUTIF expose :

VU l'article 1609 nonies C – paragraphes IV et V du Code Général des Impôts qui traitent respectivement de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) et de l'attribution de compensation,

VU la délibération du Conseil de Mayenne Communauté en date du 26 octobre 2017 fixant les attributions de compensation prévisionnelles de 2018,

VU les transferts de compétences à Mayenne Communauté au 1er janvier 2018,

VU l'adoption à la majorité simple du dossier N°1 concernant le transfert de la ZA de La Chapelle au Riboul à Mayenne Communauté (21 Pour, 0 Contre, 2 abstentions),

VU l'adoption à la majorité simple du dossier N°2 relatif au transfert de l'exploitation des piscines de Mayenne à Mayenne Communauté (22 Pour, 0 Contre, 1 abstention), lors de la présentation des conclusions du rapport final de la CLECT du 18 juin 2018,

VU les délibérations des conseils municipaux des Communes d'Aron, La Bazoge Montpinçon, Champéon, Charchigné, Contest, Grazay, La Haie Traversaine, Hardanges, Le Horps, Le Housseau Brétignolles, Jublains, Lassay les Châteaux, Marcillé la Ville, Martigné sur Mayenne, Mayenne, Montreuil Poulay, Moulay, Parigné sur Braye, Placé, Rennes en Grenouilles, Le Ribay, Sacé, Saint Baudelle, Saint Fraimbault de Prières, Saint Georges Buttavent, Saint Germain d'Anxure, Saint Julien du Terroux, Sainte Marie du Bois et Thuboeuf ayant adopté à l'unanimité les dossiers N°1 et 2 du rapport final de la CLECT du 18 juin 2018,

VU les délibérations des conseils municipaux des Communes d'Alexain, Belgeard et Commer ayant adopté à la majorité les dossiers N°1 et 2 du rapport final de la CLECT du 18 juin 2018,

VU la délibération du conseil municipal de la Commune de La Chapelle au Riboul ayant adopté à l'unanimité le dossier N°2 du rapport final de la CLECT du 18 juin 2018,

VU la délibération du conseil municipal de la Commune de La Chapelle au Riboul n'ayant pas adopté à l'unanimité le dossier N°1 du rapport final de la CLECT du 18 juin 2018,

Considérant que les conclusions des 2 dossiers du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ont recueilli la majorité qualifiée (soit les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale de Mayenne Communauté, soit la moitié des conseils municipaux représentant plus des 2/3 de la population totale de Mayenne Communauté), en conséquence, les conclusions de ce rapport sont adoptées.

Considérant la transmission du rapport de la CLECT par le Président de la CLECT au Président de Mayenne Communauté le 19 octobre 2018

Au vu du rapport final de la CLECT, il appartient maintenant au Conseil de Communauté de :

- fixer les montants définitifs des attributions de compensation de 2018 versées aux 33 Communes
- et fixer les montants prévisionnels des attributions de compensation de 2019 avant prise en compte d'éventuels transferts ou restitutions de compétences à intervenir en 2019 qui devront faire l'objet d'une évaluation lors d'une nouvelle CLECT qui se réunira en cours d'année 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **fixe les montants d'attribution de compensation définitive de 2018 et prévisionnelle de 2019 figurant dans l'annexe ci-jointe**
- **et autorise, en conséquence, Monsieur le Président à régulariser en décembre les montants des attributions de compensation de 2018 pour les 2 Communes concernées.**

3 - Finances - Transfert de l'exploitation des piscines de Mayenne – procès-verbal de mise à disposition des biens à titre gratuit au 1er janvier 2018

M. SOUTIF expose :

Les statuts de Mayenne Communauté prévoient la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire ».

A ce titre, Mayenne Communauté a réalisé la construction du centre aquatique et à son ouverture, un transfert de l'exploitation des piscines de Mayenne a été opéré entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

Quelques biens issus des piscines de Mayenne encore en état de service sont utilisés dans le centre aquatique.

Les articles L5211-17, L1321-1, L1321-2 du Code Général des Collectivités territoriales stipulent : « Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence. » La remise de ces biens a lieu à titre gratuit.

Aussi, la Ville de Mayenne reste propriétaire des biens mis à disposition et Mayenne Communauté assume l'ensemble des obligations du propriétaire.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la Ville de Mayenne antérieurement compétente et Mayenne Communauté.

En conséquence, au vu du rapport final de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) du 18 juin 2018, le dossier relatif au transfert d'exploitation des piscines ayant été adopté à la majorité simple et ce dossier ayant obtenu la majorité qualifiée des conseils municipaux, le procès-verbal a été établi en listant l'inventaire des biens meubles.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le procès-verbal de mise à disposition des biens des piscines de Mayenne**
- **et autorise Monsieur Patrick SOUTIF, Vice-Président, à le signer.**

4 - Finances – Budget principal – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

M. SOUTIF expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non valeur en raison :

- d'une situation de surendettement pour un montant de 143,04€,
- d'irrecouvrabilité des créances malgré les diligences mises en œuvre par le comptable, pour un total de 548,50€
- et de la prescription des créances, pour un total de 1 975,55 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6542 pour la créance éteinte suite au surendettement, à l'article c/6541 pour les créances admises en non valeur, et à l'article c/678 pour les créances prescrites.

M. le Président : Les services de l'Etat font le maximum pour récupérer les sommes dues.

M. MOLL : Parfois ils abandonnent rapidement.

M. le Président : A Mayenne, on a régularisé des sommes qui dataient de 2005.

M. RAILLARD : A Lassay, on a pu récupérer 4500 €, on n'a pas cédé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 2 667,09 € sur le budget principal.

M. CHOUZY demande des nouvelles de l'agent qui avaient eu un grave accident durant une collecte des ordures ménagères.

5 - Finances – Budget déchets ménagers – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

Mme MORIN expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non valeur en raison :

- des situations de surendettement des débiteurs pour un total de 1 929,20 €,
- d'irrecouvrabilité des créances malgré les diligences mises en œuvre par le comptable, pour un total de 5 566,62 €
- et de la prescription des créances, pour un total de 2 185,82 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6542 pour les créances éteintes suite aux surendettements, à l'article c/6541 pour les créances admises en non valeur, et à l'article c/678 pour les créances prescrites.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 9 681,64 € sur le budget annexe déchets ménagers.

6 - Finances – Budget annexe SPANC – Exercice 2018 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

M. SOUTIF expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non valeur en raison :

- d'irrecouvrabilité des créances malgré les diligences mises en œuvre par le comptable, pour un total de 160 €
- et de la prescription des créances, pour un total de 392,50 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6541 pour les créances admises en non valeur, et à l'article c/678 pour les créances prescrites.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 552,50 € sur le budget annexe SPANC.

7 - Finances – Budget annexe du SPANC – Exercice 2018 – Décision modificative n°1

M. SOUTIF expose :

Le budget annexe 2018 du SPANC a été adopté par délibération du 12 avril dernier. Il vous est proposé de procéder à son ajustement par décision modificative en section d'investissement afin de prévoir le reversement des subventions perçues de l'Agence de l'eau aux particuliers réalisant des travaux de réhabilitation sur leurs installations d'assainissement.

SECTION D'INVESTISSEMENT :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
45	458101	Opération pour le compte de tiers	71 400,00	
45	458201	Opération pour le compte de tiers		71 400,00
TOTAL DM n°1			71 400,00 €	71 400,00 €
Pour mémoire BP 2018			20 632,00 €	20 632,00 €
TOTAL APRES DM n°1			92 032,00 €	92 032,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2018 du budget annexe du SPANC telle qu'elle est présentée.

8 - Finances – Budget Principal – Exercice 2018 – Décision modificative n°4

M. SOUTIF expose :

Le budget principal 2018 de Mayenne Communauté a été adopté par délibération du 12 avril dernier puis ajusté par trois décisions modificatives successives en date des 17 mai, 28 juin et 18 octobre derniers. Il convient d'ajuster le budget principal 2018 au moyen d'une quatrième décision modificative comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
042	01	791	Transferts de charges de fonctionnement		7 560,00

011	510 2	6132	Loyers décembre Pôle santé Mayenne à LMA	3 240,00	
011	510 2	614	Charges décembre Pôle santé Mayenne à LMA	1 235,00	
012	830 1	6218	Coût salarial chargé de mission PCAET	13 841,00	
011	830 1	62878	Remboursements de frais pour la mission de PCAET	541,00	
65	90 1	65548	Contributions aux organismes de regroupement	12 320,00	
65	524	6574	Subvention exceptionnelle à l'AMAV	1 000,00	
67	01	678	Autres charges exceptionnelles	2 000,00	
023	01	023	Virement à la section d'investissement	-26 617,00	
TOTAL DM n° 4				7 560,00 €	7 560,00 €
TOTAL BP 2018 + DM				39 210 658,00 €	39 210 658,00 €
TOTAL APRES DM n° 4				39 218 218,00 €	39 218 218,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
16	510 2	165	Cautions LMA pour les 2 baux du pôle santé de Mayenne	3 240,00	
45	510	458120	Travaux Pôle Santé	70 000,00	
20	830	2031	Réalisation d'un plan climat air énergie	-25 000,00	
23	90 1	2315	installations, matériel et outillage techniques	-12 320,00	
021	01	021	Virement de la section de fonctionnement		-26 617,00
020	01	020	Dépenses imprévues	-62 537,00	
TOTAL DM n° 4				- 26 617,00 €	- 26 617,00 €
TOTAL BP 2018 + DM				22 504 702,60 €	22 504 702,60 €
TOTAL APRES DM n° 4				22 478 085,60 €	22 478 085,60 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°4 à l'exercice 2018 du budget principal telle qu'elle est présentée.

9 - Environnement - Désignation des représentants dans les organismes extérieurs - Parc Normandie Maine

M. RIOULT expose :

Mayenne Communauté
Séance du 15 novembre 2018

Vu l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

Vu que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour le Parc Normandie Maine, organisme extérieur, les représentants de Mayenne Communauté

Il vous est proposé M. BOURGUIN (titulaire) et M. RIOULT (suppléant).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la désignation de M. Bourguin comme titulaire et M. Rioult comme suppléant pour le Parc Normandie Maine.

10 - Aménagement du territoire – PLU de la commune de MARTIGNE-SUR-MAYENNE- Instauration du permis de démolir et obligation de dépôt de déclaration préalable pour l'édification des clôtures
--

M. VALPREMIT expose :

Au titre du code de l'Urbanisme, un règlement de PLU peut prévoir de :

- délimiter des quartiers, îlots, immeubles bâtis à protéger, conserver, mettre en valeur ou à requalifier et définir, les prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration (article L 151-19). En vertu de l'article R 421-27 du même code, il est ainsi possible de soumettre à permis les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans une commune ou une partie d'elle-même si cela a été décidé par l'organe délibérant.
- délimiter des sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. (article L 151 -23) Selon un même dispositif de délibération prévu à l'article R 421-12 il est possible de soumettre à déclaration préalable l'édification d'une clôture.

Par délibération du 29 mars 2018, le Conseil Communautaire a approuvé le PLU de la commune de MARTIGNE SUR MAYENNE.

Dans son règlement, aux articles 3 et 4, il est renvoyé à une délibération du Conseil Communautaire pour appliquer ces modalités du Code de l'Urbanisme sans que lesdites délibérations aient été prises.

Sans présumer du futur PLUi à ce sujet et afin de permettre l'application du règlement tel qu'il a été approuvé en mars, après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide :

- **de l'obligation de dépôt d'un permis de démolir sur l'ensemble de la zone UA de la commune de Martigné-sur-Mayenne ainsi que sur les éléments de patrimoine bâti remarquable et repéré conformément aux articles cités ci-dessus**
- **et de l'obligation d'une déclaration préalable à l'édification de toute clôture sur l'ensemble du territoire de cette commune à l'exception des clôtures agricoles et forestières.**

11 - Gens du Voyage - Demande de financement antenne mobile AMAV

M. MOLL expose :

L'Association Mayennaise d'Action auprès des Gens du Voyage accompagne les familles du Voyage dans les différents aspects de la vie quotidienne. L'intervention se fait sur l'ensemble du département et plus particulièrement sur les aires d'accueil. L'AMAV dispose d'une antenne mobile pour mener ses différentes actions et assurer un accueil de proximité sur les aires d'accueil : actions de prévention, tri des déchets, économies d'énergie, ateliers informatiques, ateliers éducatifs...etc.

Le camping-car actuel a plus de trente ans et nécessite d'être renouvelé. L'AMAV envisage l'achat d'un grand camping-car d'occasion aménagé pour un coût total de 40 000 €. La CAF valide et finance une partie du projet et l'AMAV a sollicité le Conseil Départemental et les partenaires publics et privés.

M. DELAHAYE : Comment ont répondu les autres ?

M. MOLL : Favorablement. 1000 € chacun. Le plan de financement est le suivant : Conseil Départemental 20 000 €, les EPCI 5 000 €, la CAF 16 300 € et l'AMAV a contracté un prêt pour le différentiel.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse une subvention exceptionnelle de 1 000 € pour l'année 2018 à l'AMAV.

12 - Economie – Tourisme – Camping du Gué Saint Léonard - Tarifs 2019

M. BORDELET expose :

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, adopte les tarifs 2019 du camping intercommunal du Gué Saint Léonard.

13 - DRHM - Ressources Humaines – Bilan des mises à disposition du personnel pour l'année 2017

M. RAILLARD expose :

Vu les délibérations 24a et 24b du conseil communautaire du 21 décembre 2017,
Vu la délibération 12 du conseil municipal de la ville de Mayenne en date du 14 décembre 2017,
Vu la convention du service commun gestion unifiée du personnel entre la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté signée le 29 décembre 2017,

Considérant l'activité des services concernés sur l'année 2017 (voir tableau ci joint),

M. MOLL : Il conviendrait de faire la même chose pour les agents du CCAS vers la Communauté de Communes.

M. SOUTIF : On était en travail d'évaluation de la GUP. C'est la dernière fois que ça sera présenté sous cette forme.

M. BRODIN : J'aimerais avoir le total d'équivalent temps plein que ça représente pour qu'on voie l'évolution.

M. le Président : Ce document a vraiment été affiné afin que ça soit le plus rigoureux possible.

M. BRODIN : Oui mais c'est pour avoir une vision globale.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe pour les agents affectés à un service partagé et relevant antérieurement de la mise à disposition globale des services, les montants de remboursement entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté conformément aux pourcentages de temps de travail de chaque agent.

La Ville doit rembourser à Mayenne Communauté 301 825 euros
Mayenne Communauté est redevable de 492 363 euros à la Ville de Mayenne.

CONVENTION GLOBALE MAYENNE COMMUNAUTÉ ET VILLE 2017					
services	AGENT	2016 Ville	2016 MC	2017 Ville	2017 MC
DGS	DENIEUL Mélanie	40%	60%	20%	80%
	LECLERC Delphine	40%	60%	25%	75%
	SOUCHET LAURENT	70%	30%	70%	30%
	ARNE CHRISTOPHE	50%	50%	50%	50%
Communication	MAEVA CONAN	40%	60%	70%	30%
	Mylène REBOURS	40%	60%	40%	60%
	PIGAULT David	50%	50%	50%	50%
Finances	LECOMTE Gwenaëlle	0%	100%	0%	100%
	TOME Delphine	40%	60%	50%	50%
	MALZY Thérèse	10%	90%	10%	90%
	ENON Alexandra	30%	70%	42%	58%
	CROISSANT Morgane	75%	25%	79%	21%
	DUGUERET Anne	100%	0%	100%	0%
	COLLIBAULT THOMAS	40%	60%	91%	9%
Commande Publique	MIGONEY Caroline	40%	60%	40%	60%
	LAIR Mathilde	40%	60%	40%	60%
Informatique	CHEHERE Jean-Pierre	50%	50%	50%	50%
	LEFEUVRE Fabrina	6%	94%	40%	60%
	BELLOIR Mélanie	50%	50%	50%	50%
	BOUDIN Romain	60%	40%	30%	70%
	BELLANGER Josip	70%	30%	70%	30%
	LELANN Claire	0%	100%	50%	50%
Relation avec le public	DELEURME Corinne	90%	10%	90%	10%
RH	ROGER Edith	50%	50%	50%	50%
	HELARD Marie-Thérèse	62%	38%	62%	38%
	GRISON Hélène	62%	38%	62%	38%
	HAREAU Laurence	62%	38%	62%	38%
	UGUEN Martine	62%	38%	62%	38%
	REBOUX Sandra	62%	38%	62%	38%
	PERNOT Élise	62%	38%	62%	38%
	MANDAL ELODIE	60%	40%	62%	38%
DAME	HENRI Jean Pascal	10%	90%	20%	80%
	TROHEL LEBLANC	50%	50%	50%	50%

	ROCHER Yasmine	10%	90%	5%	95%
	VENTOSA Clément	50%	50%	40%	60%
	JAN CLAIRE	20%	80%	20%	80%
	DONNATIN ANNE MARIE	20%	80%	20%	80%
Animation CCPM	GUILLEUX Nelly	20%	80%	20%	80%
	RICHARD FRANCOIS	0%	100%	0%	100%
DST	PAISANT Hervé	60%	40%	60%	40%
	DESNOE François	80%	20%	80%	20%
	RAGOT Guillaume	70%	30%	69%	31%
	EUVELINE Didier	75%	25%	75%	25%
	LE ROUX Maggy	35%	65%	40%	60%
	LE STUNFF Mickaël	60%	40%	51%	49%
	GUEDON Hervé	92%	8%	90%	10%
	COLLET Bruno	94%	6%	94%	6%
	BESNIER Mickaël	95%	5%	95%	5%
	GOMBERT Frédéric	100%	0%	100%	0%
	BARDOUX Didier	100%	0%	100%	0%
	BEAUDOUIN Fabienne	95%	5%	95%	5%
	BOUDIN Clarisse	60%	40%	60%	40%
	GORE Olivier	80%	20%	80%	20%
	FROMENTIN Jérôme	90%	10%	90%	10%
Entretien des bâtiments	LEMORE Mahado	85%	15%	85%	15%
	LANDAIS Joëlle	75%	25%	75%	25%
	LANDEMAINE Marie France	70%	30%	85%	15%
DEJS	GUHUR Lydia	55%	45%	50%	50%
	LE ROUZIC SYLVAIN	65%	35%	20%	80%
	HOUDOU NATHALIE	100%	0%	100%	0%
	LAMBERT Yves	80%	20%	0%	100%
DASS	MICHEL GAUTIER	0%	100%	0%	100%
	FERNAND GRANGER	0%	100%	0%	100%

14 - Pôle Santé – Baux professionnels LMA

M. MOLL expose :

Mayenne Communauté a été Maître d'Ouvrage du Pôle de Santé et a revendu le bâtiment à Laval Mayenne Aménagement (LMA) qui en assure désormais la gestion.

Nous avons convenu avec LMA et les professionnels de santé que Mayenne Communauté deviendrait locataire de surfaces dans le bâtiment telles que la salle de réunion et ses annexes ou encore le cabinet d'examens complémentaires.

Ces locaux seront loués dans le cadre de deux baux professionnels moyennant :

Pour la salle de réunion et ses annexes : un loyer mensuel hors charges de 2 650 € TTC + la provision pour charges estimée et détaillée dans le tableau joint qui sera de 1 015 € TTC par mois ;

Pour le cabinet d'examen complémentaire : un loyer mensuel hors charges de 590 € TTC + la provision pour charges estimée à 220 € par mois.

Les conditions principales des baux sont les suivantes :

- un bail professionnel d'une durée de 6 ans minimum,
- un préavis de résiliation par le locataire de 6 mois par lettre recommandée avec accusé de réception,
- le dépôt de garantie d'un mois de loyer,
- le loyer payable d'avance mensuellement,
- les grosses réparations à la charge du bailleur,
- les charges qui seront refacturées par LMA (le ménage des espaces communs, le chauffage, l'électricité, l'eau, l'abonnement internet, la téléphonie, la taxe foncière, les autres taxes municipales (ordures ménagères,...), l'assurance propriétaire, la sécurité du bâtiment, l'ascenseur, la maintenance du serveur et la gestion technique) et remboursables par le locataire en fonction des m² loués (tantièmes) sur présentation des justificatifs et de leur acquittement en fin d'année civile.

M. le Président : J'ai entendu en ville qu'il n'y avait personne dans nos locaux et que c'était tellement cher que les médecins n'y allaient pas. Ce sont des fake news ! Par contre, les Mayennais apprécient les abords, j'ai beaucoup de remerciements et de félicitations. Nos services ont bien travaillé en terme d'espaces verts. Il nous reste maintenant le rond-point à finir et l'éclairage public.

M. MOLL : Je vous rassure, il y aura même de la télésurveillance extérieure et intérieure. Hier, ceux qui disaient que c'est un peu cher, sont aujourd'hui très satisfaits.

M. le Président : On est en train de définir la date d'inauguration.

M. RIOULT : Il faudrait penser à faire les inaugurations le samedi et penser à ceux qui travaillent la semaine.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer les deux baux professionnels proposés par la SEM Laval Mayenne Aménagement à compter du 1^{er} décembre prochain dans les conditions énoncées ci-dessus.

15 - Contrat Local de Santé N°2 - action en faveur de la qualité de l'air intérieur avec le CPIE

M. MOLL expose :

Le contrat local de santé comprend un volet dédié à « promouvoir un environnement favorable à la santé » et à agir en faveur de la qualité de l'air intérieur des Etablissements recevant du public de moins de 12 ans.

La qualité de l'air est aujourd'hui une problématique émergente en terme de santé publique. Nous passons plus de 80% de notre temps dans les espaces clos, que ce soit au domicile, au travail, à l'école. Or, dans les bâtiments, les sources de pollution sont multiples et liées aux occupants, à leurs activités, aux appareils de chauffage ou aux matériaux de construction. Les impacts sanitaires peuvent être de différents ordres : allergies, irritations des voies respiratoires, maux de tête, intoxications ou cancers...

Dans cet objectif, le CPIE Mayenne Bas Maine propose la réalisation d'une action destinée à toutes les communes du territoire sur la qualité de l'air intérieur dans les ERP recevant du public de moins de 12 ans (école, centre de loisirs...).

Cette action aurait lieu de janvier à septembre 2019 (voir la fiche de présentation synthétique en annexe). Elle aurait pour objectifs :

- Faire connaître la réglementation aux élus que la qualité de l'air intérieur dans les ERP

- Expliquer aux écoles/communes comment faire le diagnostic sur la qualité de l'air intérieur
- Appuyer les communes dans la mise en œuvre d'un programme d'actions rédigé
- Sensibiliser les personnels communaux et enseignants sur la qualité de l'air intérieur.

Le coût du projet est 14 625 € et la subvention sollicitée par le CPIE Mayenne Bas Maine est de 2 625 €.

Le financement de cette action pourra être fait sur les crédits 2019.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **autorise le versement d'une subvention de 2625 € sur l'année 2019 au CPIE pour cette action qui cadre avec les objectifs du CLS**
- **et autorise M. le Président à signer l'avenant à la convention de subvention existante avec le CPIE.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 45.

Vu, le Secrétaire,
Philippe COULON



Vu, le Président
Michel ANGOT

